

Répression des chrétiens : la France et l'Espagne pointées du doigt

RD Congo Paris et Madrid sont accusés de ménager le régime Kabila.

C'est mercredi matin seulement que l'Union européenne a réagi à la sanglante répression, dimanche, de la marche des chrétiens, dans plusieurs villes du Congo. Les marcheurs réclamaient l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre 2016, qui balise le chemin vers des élections consensuelles mais qui n'est pas respecté par le régime du président hors mandat Joseph Kabila. Les observateurs notent, en outre, qu'il ne s'agit que d'une déclaration du porte-parole de la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, et non des 28 pays membres.

La déclaration des services de M^{me} Mogherini note la *"grave atteinte à la liberté d'expression"*, condamne *"les arrestations arbitraires"* et appelle à *"la libération immédiate des détenus"*, ajoutant que *"les autorités congolaises ont le devoir de protéger leurs citoyens et non de les réprimer"*.

Un texte qui semble en deçà des conclusions du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE du 11 décembre, qui rappelait notamment aux autorités politiques et policières congolaises *"que leur responsabilité individuelle est engagée en cas de graves violations des droits de l'homme [...] d'action ou de déclaration qui constituent des entraves à la mise en œuvre de l'accord"* de la Saint-Sylvestre 2016.

Selon nos informations (voir "La Libre" du 3 janvier), ce retard est imputable à deux pays membres ayant des intérêts industriels au Congo, qui se sont opposés à une déclaration commune des ambassadeurs de l'UE à Kinshasa ainsi qu'à un texte des 28, lui préférant une prise de position de M^{me} Mogherini parce qu'elle les engage moins.

#BoycottFrance

Selon les journalistes français Sonia Rolley (RFI) et Christophe Rigaud (Afrikarabia), ces deux pays seraient la France et l'Espagne. En juin dernier, l'hebdomadaire "Jeune Afrique" avait déjà souligné que l'Espagne faisait profil bas au sein du Conseil européen des Affaires étrangères lorsqu'il était question de sanctionner le régime Kabila.

Mercredi, au Congo, les réseaux sociaux crépitaient de mises en cause du président Macron dont *"les intérêts [...] semblent primer sur nos morts"* tweetait notamment une figure de la société civile, Floribert Anzuluni, de l'organisation Filimbi. Une autre organisation de la société civile, Lucha, a lancé une campagne "#BoycottFrance" pour le *"Congo et partout où les peuples africains sont opprimés avec la complicité de la France. Pareil pour l'Espagne d'ailleurs. Trop c'est trop"*.

L'Espagne et la France ont effectivement des intérêts au Congo. Le consortium espagnol ProInga a ainsi été invité par Kinshasa à déposer une offre commune, avec les Chinois des Trois Gorges, pour construire le mégabarage d'Inga 3. Le chef de file du consortium espagnol est la société ACS, dont le PDG - qui est aussi président du Real Madrid - Florentino Pérez, est proche du Parti populaire (PP) du Premier ministre Mariano Rajoy, qu'il a soutenu de 800 000 euros en 2008 (voir "Inga 3 : les casseroles des candidats-bâisseurs espagnols" sur La Libre Afrique.be).

Total, Bolloré, Castel et Bouygues

La France a également des intérêts dans l'ancienne colonie belge - où elle fut le dernier pays occidental à soutenir le président Mobutu. En juin dernier, un mois après son élection, le président Emmanuel Macron a dépé-

ché des émissaires à Kinshasa, selon le spécialiste militaire congolais Jean-Jacques Wondo: le conseiller Afrique de l'Élysée, Franck Paris, et le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Remi Maréchaux, y ont rencontré le directeur de cabinet de Joseph Kabila, Néhémie Mwilanya, et le ministre congolais des Affaires étrangères She Okitundu pour discuter d'opportunités économiques et sécuritaires pour la France en échange d'un soutien diplomatique et politique, écrit-il.

Prolonger la licence

Selon la lettre d'affaires "Africa Energy Intelligence" (19/12/17), Total est la seule grande compagnie pétrolière présente des deux côtés de la frontière ougandaise qui traverse les gisements pétroliers du lac Albert. Sa licence d'exploration pour le Bloc III, au Congo, expire ce mois-ci et la direction française cherche à en obtenir la prolongation; une délégation de Total France a eu des entretiens à haut niveau à Kinshasa début décembre. L'unique producteur d'or noir au Congo est la société franco-britannique Perenco, qui est un des principaux contributeurs au budget congolais.

Selon Jean-Jacques Wondo, la coopération sécuritaire entre Paris et Kinshasa a été renforcée depuis l'élection de M. Macron. La DGSE (renseigne-

ment extérieur français) a conclu un partenariat avec l'agence de renseignement congolaise ANR, pilier du régime, pour former ses agents aux techniques d'espionnage, d'infiltration et de filature. Des discussions seraient en cours pour que la Légion nationale d'intervention (élite de la police congolaise) soit formée sur le modèle du GIGN de la gendarmerie française. Perenco a financé la formation et l'équipement de la Garde républicaine (garde prétorienne de Joseph Kabila) et des unités navales congolaises. La société nimoise SYT Technologies a fourni pour 3 millions d'euros de matériel de surveillance et de détection électronique à la Présidence, ajoute Wondo, tandis que Thalès Communication équipe depuis 2016 les proches collaborateurs de M. Kabila de téléphones non écoutables.

Moins qu'à Brazzaville

Selon une source française à Abidjan consultée par "La Libre Belgique", on note encore la présence de Vincent Bolloré comme transitaire, pas comme gestionnaire de port, mais celui-ci vise celui de Matadi et le chemin de fer Matadi-Kinshasa. Orange, les bières Castel - "principale capitalisation française en RD Congo" - ou Bouygues, dans le terrassement pour des mines d'or de l'Est, sont aussi au Congo. "Mais comme la France a fait une croix sur les mines, ses intérêts au Congo-Kinshasa y sont moindres qu'au Congo-Brazzaville ou en Côte-d'Ivoire, d'autant que le climat des affaires crée de grosses difficultés aux entreprises. Dans l'immédiat, ce n'est pas un très gros enjeu. Peut-être plus tard, pour le pétrole."

Marie-France Cros